

Intervention de médiation scientifique / débat dans une classe de première du lycée de la mer et du littoral de Bourcefranc-le-Chapus

Le lundi 22 janvier 2024

Synthèse

Au lycée de la mer et du littoral de Bourcefranc-le-Chapus en Charente-Maritime (17), neuf élèves de la classe de première de la filière professionnelle Gestion des Milieux Naturels et de la Faune (GMNF) ont bénéficié d'une intervention de l'association Terre & Océan afin de s'exprimer dans le cadre de la Mer en débat organisé par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP). Cette intervention était coordonnée par Monsieur Frédéric Epenoy, leur professeur d'Histoire-Géographie et Madame Alexandra Moreau, professeur des Sciences de la Vie et de la Terre. Parmi les élèves certains savaient déjà qu'ils voulaient s'orienter dans la gestion des cours d'eau, d'autres vers la protection des environnements. Aucun élèves ne souhaitaient au moment de l'événement rejoindre une filière aquacole ou maritime.

Risques littoraux

Pendant la première heure, les animatrices de Terre & Océan ont présenté les objectifs, les enjeux du débat et les risques littoraux impactant la côte charentaise.

Pendant la deuxième heure, les élèves ont travaillé sur l'évolution du trait de côte de la Nouvelle-Aquitaine. Ils ont pu cartographier simplement, à partir de photographies aériennes datées, l'évolution de l'érosion et l'accrétion du littoral et de l'urbanisation des différents sites (Bourcefranc, Soulac sur mer, Lacanau, Biscarosse, Dune du Pilat, ...). Les élèves ont ensuite échangé leurs observations et discuté des risques littoraux. Ils ont pu se rendre compte du recul global du trait de côte et du mouvement naturel des dunes de sable. Ils ont aussi mis en évidence l'impact de l'urbanisation qui bloque l'évolution naturelle du trait de côte. Les différentes stratégies ont ensuite été discutées : « Lutte active ou reconnexion marine ? » Certains élèves ont pensé que les digues ne suffisent pas et qu'elles nécessitent un travail constant d'entretien, qui n'est pas durable dans le temps. En parallèle, ils ont reconnu que la reconnexion marine n'est pas possible dans certaines zones trop urbanisées, ou alors il faut envisager le départ des habitants comme à Lacanau et la relocalisation de certaines activités « à risques ». Au Nord d'Oléron l'érosion est très forte, certaines routes peuvent être coupées et à Soulac, il a fallu détruire un bâtiment qui allait s'écrouler. Les élèves se sont questionnés : « Pourquoi a-t-on construit sur les dunes ? Que faire à l'île d'Oléron ? Les habitants devraient-ils abandonner les lieux face aux risques littoraux qui les menacent ? »

Quelques idées novatrices ont été proposées et discutées par les élèves pour lutter contre l'érosion et la submersion :

- Creuser les fonds marins en bord de littoral et déposer les matières sur la franche terrestre pour surélever la côte. Techniquement difficile mais pas impossible puisque

l'on a creusé un tunnel dans la Manche. Par contre très très coûteux financièrement et énergétiquement. Risque d'aggraver le dérèglement climatique. Il vaudrait mieux envisager la reconnexion marine.

- Reconnexion marine comme au marais de Brouage, c'est le mieux. Oui, mais que fait-on des habitants ? Devrait-on laisser les villes se faire engloutir ? Cela risque d'être coûteux financièrement mais les prés salés par exemple procurent de nombreux bénéfices (augmentation de la biodiversité, diminution de la force des vagues, stockage du carbone) donc intéressant d'un point de vue environnement.
- La perte de surface sur le littoral ou la disparition d'îles pourrait être compensée par la création de villes flottantes qui permettraient de maintenir nos activités. Ils se sont alors posé la question des matériaux utilisés et de l'impact environnemental de ce type de construction flottante. Peut-être qu'il faudrait imaginer des villes flottantes biodégradables ?

Activités humaines et réduction des impacts

Les élèves ont ensuite débattu des activités humaines et des stratégies à mettre en place pour les concilier avec le bon état écologique des eaux. Selon les élèves la pêche, professionnelle ou de loisir n'est pas assez réglementée. Plusieurs participants pensaient qu'ils n'y avaient pas du tout de règlement pour la pêche qui se pratique depuis la côte. Il faudrait donc plus de réglementations, mais aussi plus d'informations. Les élèves se sont demandés comment étaient organisés le partage des usages actuellement. Le parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et des mers des pertuis a été présenté comme zonation permettant la concertation et le partage des usages. L'intérêt des zones de protection forte a été discuté. Pour les élèves, l'établissement de zone de protection intégrale dans les eaux côtières de Charente-Maritime n'est pas possible. Les secteurs professionnels dépendant du littoral, en particulier l'ostréiculture ne pourraient pas l'accepter, car ils ont besoin du secteur pour travailler. Par contre, il faudrait veiller au bon état écologique des eaux en limitant les pollutions par des réglementations. Certains élèves pensent qu'il sera très difficile d'atteindre le bon état écologique et que lorsqu'il y a trop de réglementations les humains abandonnent leurs activités ou les pratiques respectueuses (trop contraignantes). Un élève suggère qu'il faudrait moins de règles et des règles plus simples.

Contributions écrites des élèves pour répondre à la question « Comment faire pour concilier les usages au littoral et le bon état écologique ? »

- Il faudrait faire plus de communication auprès des élèves et des citoyens sur ces sujets (école, panneaux d'informations, festivals,...).

- Il ne faudrait pas mettre d'éoliennes en mer, car cela dégradera encore plus l'écosystème marin (bruits, dégradation du fonds, problèmes pour les oiseaux marins). Il faudrait les mettre dans les champs ou dans des zones déjà utilisées par l'Homme.
- C'est dommage que peu de personnes parlent pendant l'intervention. Les sujets sont importants.
- Il ne faudrait pas mettre d'éoliennes.
- Il faudrait plus de réglementations pour veiller au bon état écologique, mais moins de contraintes quand même pour pouvoir travailler facilement.
- Il faudrait mettre en place des réglementations pour améliorer la qualité de l'écosystème marin.

